

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**COMMUNE DE BADAILHAC**

Nombre :

- de Membres  
en exercice

11

- de présents

11

- de votants

11

L'an deux mil six, le 19 décembre à 20h30, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence de Monsieur LAPORTE Georges, Maire.

Etaient présents : Mme JULHES Marie-Madeleine, Mme DUCHER Yvette, Mr BERTRAND Jean-Louis, Mr ROTA Claude, Mr MORZIERES Jean, Mr PRIVAT Joseph, Mr BRUNHES Pierre, Mr TOURVILLE Jean, Mr TROUPEL Jean-François, Mr BRUEL Robert.

Mme JULHES a été nommée secrétaire de séance.

Vu la délibération du Conseil Municipal du 19 Août 2006 proposant le plan de zonage de l'assainissement;

Vu l'arrêté municipal du 30 septembre 2006 soumettant le plan de zonage de l'assainissement à l'enquête publique;

Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur (avis favorable);

Considérant que le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

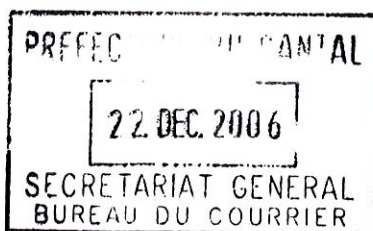
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal;

- décide d'approuver le plan de zonage de l'assainissement tel que soumis à l'enquête publique.
- dit que la présente délibération fera l'objet, d'un affichage en mairie durant un mois.
- dit que le plan de zonage de l'assainissement approuvé est tenu à disposition du public:
  - à la Mairie de Badailhac aux jours et heures habituels d'ouverture
  - à la Préfecture du Cantal
- dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures ci-dessus.

Date de convocation :  
10/12/06

Date d'affichage :  
20/12/06

Acte rendu exécutoire  
après le dépôt en  
Préfecture d'Aurillac le  
22/12/2006



Pour copie conforme,  
A Badailhac, le 20 décembre 2006

Le Maire,

G. LAPORTE



**DEPARTEMENT DU CANTAL**  
**ENQUETE PUBLIQUE**  
**COMMUNE DE BADAILHAC**

**PROJET DE SCHEMA DE  
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

**Conclusions du Commissaire-Enquêteur**

**1 – Avis sur les observations recueillies** : sans objet.

**2 – Avis sur le projet** :

La pollution d'origine agricole représente une part certaine de la pollution totale de la commune mais les effluents agricoles devant être traités dans le cadre de la mise en place des plans de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) ne relèvent pas de la présente enquête.

Par ailleurs, les autres activités remarquables de la commune (gîte d'étape et salle polyvalente) disposent d'un système d'assainissement individuel.

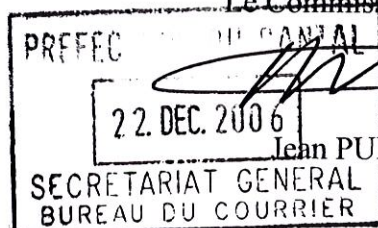
Dès lors, le projet de placer l'ensemble du territoire communal en assainissement non collectif apparaît justifié, pour les motifs ci-après :

- délibération du conseil municipal en date du 26.03.2006 de maintenir le système d'assainissement "semi-collectif" du bourg (îlots 1 et 2) et de mettre en place un système séparatif et de traitement dans l'îlot 2 ;
- égalité de traitement des divers villages par rapport à l'assainissement ;
- coût de la réalisation de réseau collectif élevé pour un nombre très limité de bénéficiaires.

**3 – Conclusions** :

Avis favorable au projet de zonage d'assainissement de la commune de BADAILHAC.

Fait à AURILLAC, le 22/11/06  
Le Commissaire-Enquêteur,



Jean PUECHALDOU.

**DEPARTEMENT DU CANTAL**  
**ENQUETE PUBLIQUE**  
**COMMUNE DE BADAILHAC**  
**PROJET DE SCHEMA DE**  
**ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**  
**Rapport du Commissaire-Enquêteur**

a) – CADRE JURIDIQUE :

Code général des collectivités publiques articles L. 2224-7 à 12 – R 2124-8.  
Code de l'environnement articles L. 214-14 et L. 123-1 à L. 123-16. L. 210-1. R. 123-6 à R. 123-23.

b) – PROCEDURE :

- Délibération du conseil municipal de BADAILHAC du 04.04.2005 approuvant la mise en place du schéma communal d'assainissement.
- Décision du 22.09.2006 du Président du Tribunal Administration me nommant commissaire-enquêteur chargé de l'enquête publique.
- Arrêté du 30.09.2006 de M. le Maire de BADAILHAC prescrivant la mise à l'enquête publique en fixant sa durée du 21.10.2006 au 21.11.2006. L'article 3 de cet arrêté précise les heures d'ouverture de la mairie et les dates et heures de réception du commissaire-enquêteur.

c) – PRESENTATION DE LA COMMUNE :

La commune de BADAILHAC est située au Centre-Sud du département et fait partie du Canton de Vic-sur-Cère. Positionnée sur le bassin versant du Lot, elle s'étend sur 1 248 ha.

Sa population est de 122 habitants au dernier recensement de 1999 (224 habitants en 1968). L'habitat est diffus, le bourg compte 34 habitants et le village le plus important (Pailhes, compte 12 habitants).

Elle ne dispose plus de commerces, ni artisans mais d'une salle polyvalente (capacité maxi 100 personnes) et d'un gîte d'étape (29 couchages).

Au recensement de l'année 2000, on dénombre 16 exploitations agricoles tournées vers l'élevage bovin (système allaitant principalement) avec environ 800 vaches.

Neuf captages d'eau potable se situent sur son territoire, ils alimentent diverses communes. BADAILHAC est soumise au règlement national d'urbanisme (pas de POS ni de carte communale).



d) – ASSAINISSEMENT EXISTANT :

Le bourg dispose de deux réseaux "semi-collectifs".

L'îlot 1 au Sud avec trois maisons raccordées, réseau de type séparatif et champ d'épandage.

L'îlot 2 au Nord avec quatre maisons et la Mairie-salle polyvalente, réseau de type unitaire sans champ d'épandage.

Tous les bâtiments raccordés disposent néanmoins d'une fosse septique individuelle.

Ailleurs, absence de système collectif.

e) – DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE :

Le dossier comprenait le rapport définitif de schéma d'assainissement dressé par la SARL Impact Conseil.

Le plan de zonage.

Les arrêtés et délibérations en l'objet.

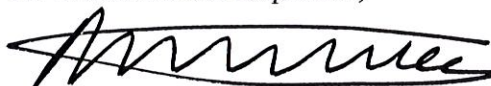
La publicité a été effectuée par voie d'affichage à la Mairie de BADAILHAC, dans le quotidien La Montagne les 05.10.2006 et 25.10.2006 et l'Union Agricole les 04.10.2006 et 25.10.2006.

Le registre d'enquête a été ouvert et paraphé le 21.10.2006 et clos le 21.11.2006.

J'ai tenu deux permanences en Mairie afin de recueillir les observations du public les 21.10.2006 et 21.11.2006 de 9 H à 11 H.

Personne ne s'est manifesté, aucune observation n'a été consignée sur le registre, ni aucun courrier reçu durant la période d'enquête.

Fait à AURILLAC, le 22/11/06  
Le Commissaire-Enquêteur,



Jean PUECHALDOU.

